

Les femmes en voie de disparition

En Inde, plus de 40 millions de femmes manquent à l'appel et ces chiffres ne font que s'aggraver. Ce sont des petites filles que l'on a empêché de naître, qui ont été tuées à la naissance ou que l'on a laissé mourir en bas âge. Enquête.

Dans toutes les populations, il naît plus de garçons que de filles. 105 garçons pour 100 filles. Mais la mortalité des garçons étant plus élevée à tous les âges, on obtient un équilibre à l'âge adulte avec à peu près autant de femmes que d'hommes. Sauf en Asie où le recensement de 2001 a montré un déséquilibre démographique jamais vu avec 100 millions de femmes de moins que d'hommes. Comme au Pakistan, en Afghanistan, en Chine, au Bangladesh, à Taiwan et en Corée du Sud, l'Inde est confrontée à ce grave problème qui fait des femmes une espèce en voie de disparition.

Mettre au monde un fils à tout prix

En Inde, les fils constituent la seule assurance des parents sur l'avenir, c'est le pilier sur lequel ils peuvent s'appuyer. C'est lui qui reprendra la maison et la terre, lui qui prendra soin d'eux dans leurs vieux jours. Pour cela, le fils doit être choyé, bien nourri et éduqué.

Les traditions spirituelles jouent également un rôle car dans la religion hindoue, seul le fils a le droit de procéder aux rituels de la crémation du père, comme l'embrasement du bûcher funéraire. S'il n'y a pas de fils, le voyage de l'âme du défunt s'en trouvera affecté.

La venue au monde d'un garçon est aussi une fierté sociale : le nom du père aura l'honneur d'être transmis aux générations futures.

A l'inverse, la venue au monde d'une fille n'apporte rien à sa famille et en grandissant, elle peut même un jour amener le déshonneur sur la maison avec une agression sexuelle ou un flirt non autorisé. La plupart du temps et surtout dans les régions rurales aux valeurs très patriarcales, elles sont considérées comme des êtres sans valeur et sont élevées dans cette culture

d'infériorité. On leur inculque des valeurs de timidité, de soumission, de manque d'estime de soi. Elles doivent se taire, baisser les yeux, ne pas protester

tandis que les garçons sont élevés pour avoir confiance en eux, être extravertis, voire agressifs.

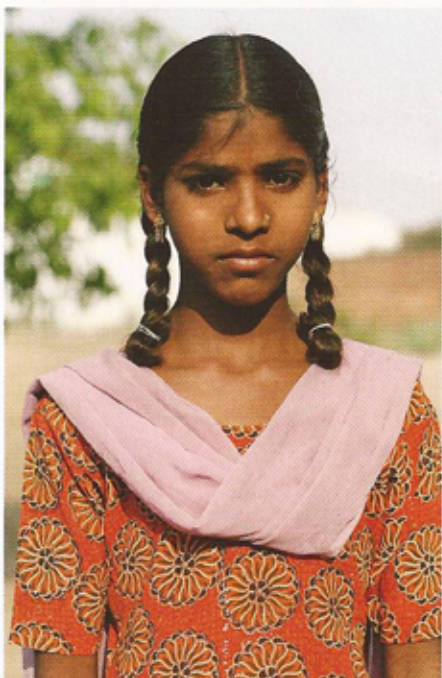
Dans les milieux traditionnels, le plus souvent ruraux, une indienne ne peut espérer acquérir un peu de respect familial et une bonne réputation sociale que si elle met au monde un fils. Une bénédiction indienne dit d'ailleurs aux femmes

“ La dot est l'une des causes principales des violences faites aux femmes et des suicides féminins. Une dot insuffisante peut valoir à l'épouse d'être harcelée, battue ou violée, brûlée vive ou défigurée par un jet de vitriol. ”

pendant le mariage : « puisses-tu être la mère de 100 fils ».

La dot, véritable pousse-au-crime

En Inde, ce désamour des filles repose aussi sur des raisons matérielles. Quelle que soit la classe sociale de la famille, en ville comme à la campagne, la naissance d'une fille est avant tout une mauvaise nouvelle financière. Pour la marier, ses parents devront dépenser des sommes pouvant engloutir les économies de toute une vie. La hausse du niveau de vie et l'inflation ont considérablement accru le coût de la dot, au point d'en faire la raison essentielle de l'élimination des filles. Après le mariage, la belle-



© Philippe Lambotte



Les jeunes femmes de l'association Sruti.

famille peut réclamer encore plus d'argent. Le plus souvent, les parents paient pour leur tranquillité car sinon, le risque est grand que la jeune fille soit tuée pour permettre à la belle-famille de conclure un nouveau mariage et toucher une nouvelle dot.

Chaque jour, des femmes meurent brûlées vives, le sari arrosé d'essence par le mari, empoisonnées ou poussées au suicide. A Bangalore - la Silicon Valley indienne -, environ 100 femmes meurent chaque mois en raison de cette cupidité - environ 70 % d'entre elles sont brûlées vives, les autres sont retrouvées pendues, empoisonnées avec des pesticides ou noyées.

En Inde - comme au Pakistan et au Bangladesh -, la dot est l'une des causes principales des violences faites aux femmes et des suicides féminins. Une dot insuffisante peut valoir à l'épouse d'être harcelée, battue ou violée, brûlée vive ou défigurée par un jet de vitriol. Bien qu'interdite depuis 1961, la dot reste en Inde une coutume observée à très grande échelle. Un proverbe indien en résume bien la problématique : « Elever une fille revient à arroser le jardin du voisin ».

Filles en voie de disparition

Régulièrement, les journaux indiens relatent le cas de jeunes accouchées qui craignent tant de rentrer chez elles avec une fille qu'elles s'enfuient en laissant leur bébé et en kidnappant un garçon dans le berceau voisin. Qu'elles soient menacées ou pas, les femmes éprouvent de la honte à donner naissance à une fille. C'est là toute la perversité du système, les femmes intègrent si bien leur infériorité qu'elles en viennent à sanctionner leurs semblables. Et lors des accouchements à domicile, les sages-femmes traditionnelles ne demandent parfois pas à être payées si le bébé est une fille. Elles considèrent que leur travail n'est pas une réussite.

La politique de contrôle des naissances dans les années 80 a accéléré le phénomène de l'élimination des filles. Pour freiner la croissance démographique, le gouvernement indien a fait passer le message d'un modèle familial de deux enfants, un garçon et une fille. Mais cette maîtrise accrue de la maternité a eu pour effet pervers de renforcer la sélection prénatale. Quitte à avoir moins d'enfants, autant avoir un garçon. Et si l'aînée est une fille, il faut absolument

que le deuxième soit un garçon. A l'échelle mondiale, le ratio est de 1050 filles pour 1000 garçons - enfants entre 0 et 6 ans. Aujourd'hui en Inde, on compte désormais 927 filles pour 1000 garçons - enfants entre 0 et 6 ans. Dans certaines villes du Nord de l'Inde, on tombe même à 770 filles pour 1000 garçons. Et dans l'Etat du Penjab, on trouve 300 filles pour 1000 garçons parmi les hautes castes citadines.

De l'échographie à l'infanticide

Avec l'arrivée de l'échographie dans les années 80, l'avortement sélectif est devenu le moyen le plus utilisé pour empêcher la naissance d'une fille. Malgré l'interdiction légale, on dénombre 600 000 avortements par an au motif que le fœtus est une fille. Et on pense que ces chiffres sont sous-estimés. Il y a quelques années, on trouvait encore comme publicité : « Dépensez 5 000 roupies maintenant pour économiser 500 000 roupies plus tard ». Sous-entendu : « Apprenez maintenant si c'est une fille et avortez pour ne pas avoir à payer de dot ». Les cliniques privées se multiplient proposant des forfaits

« échographie + avortement » entre 100 et 200 euros, il y a même des radiologues qui sillonnent les campagnes à bord de camionnettes équipées. Comme il est interdit de révéler le sexe de l'enfant, ces derniers utilisent un langage codé : revenez vendredi « friday », c'est le code pour « female », revenez lundi « monday », celui pour « male ».

D'autres moyens très anciens persistent également : l'infanticide par noyade, étouffement, empoisonnement. C'est parfois même la sage-femme traditionnelle qui se charge de tuer la petite fille à la naissance. À chaque fois, parents et sage-femme déclarent un enfant mort-né ; les poursuites sont très rares. L'infanticide « lent » est aussi fréquent et plus difficile à détecter que le meurtre post-natal : absence de vaccination et de soins médicaux, négligence, sous-alimentation... Ainsi, la mortalité des filles de moins de 4 ans est 1,5 fois plus élevée que celle des garçons. Sans oublier que la naissance d'une fille peut être passée sous silence. Bien des fillettes naissent et meurent sans avoir jamais officiellement existé. Enfin, on retrouve un nombre important d'enfants abandonnés dans les buissons, dans la rue, dans les gares...

90 % des enfants recueillis dans les orphelinats sont des filles.

Des mesures gouvernementales inefficaces

Si la loi interdit strictement l'avortement sélectif, les autorités manquent de moyens pour contrôler l'ensemble des actes médicaux. Les médecins encourrent de fortes amendes et jusqu'à 5 ans de prison, la saisie de l'appareil d'échographie et l'interdiction d'exercer en cas de récidive. Mais il est difficile de prouver la fraude. Et chaque année, ces millions d'échographies, ces milliers d'avortements génèrent des millions de roupies en Inde...

Le gouvernement essaie de revaloriser l'image des filles dans l'opinion publique à travers les médias audiovisuels, des pièces de théâtre et par des incitations financières : cette année, 2,5 millions de dollars ont été débloqués par le gouvernement pour aider des parents de petites filles. Depuis 2000, l'Etat du Penjab organise des concours qui récompensent les villes et villages ayant amélioré la proportion de filles. A Delhi, par exemple, une mère touche 5 000 roupies - 100 euros - à la naissance de sa fille.

Le Penjab accorde aussi aux familles élevant des filles des bourses de 500 roupies - 10 euros - par mois pour leur éducation. Mais, les associations de défense des droits des femmes critiquent ces incitations financières, les estimant inefficaces. Selon elles, le gouvernement trompe le peuple et n'a pas le cran de poursuivre les médecins qui pratiquent les avortements.

Les conséquences du manque de femmes

Selon les estimations les plus modérées, il y aura 28 millions de célibataires en Inde d'ici la fin 2020. Alors qu'autrefois, le choix d'une épouse se faisait entre 4 et 5 filles, on commence déjà à voir de jeunes hommes à la recherche d'une femme dans le Nord de l'Inde. Des études ont montré que dans le monde, les jeunes hommes issus des classes socio-économiques inférieures et ceux qui ont peu de chances de pouvoir fonder leur propre famille sont plus enclins que les autres à améliorer leur situation par la violence. Les auteurs d'actes de violence sont plus souvent des célibataires que des hommes mariés. Depuis quelques années, l'Inde connaît une augmentation du harcèlement sexuel et des viols, notamment des viols collectifs. La prostitution connaît aussi un développement spectaculaire. Une autre conséquence de ce manque de femmes est la réapparition de la polyandrie : mariage d'une femme avec plusieurs frères de la même fratrie. Ce ménage multiple s'accompagne bien souvent de violences à l'égard de l'épouse.

L'enjeu essentiel demeure le changement de statut des femmes. Cela doit passer par une évolution de l'opinion sur les filles et une lutte contre la tyrannie de la dot. Il faut donner aux femmes les clefs de leur émancipation que sont l'égalité et l'autonomie sociales. Quelques associations indiennes essaient de leur trouver des activités rémunératrices pour les rendre plus indépendantes vis-à-vis de leur belle-famille, prouver qu'elles sont capables de prendre leur vie en main et qu'elles ont autant de valeur que les hommes. L'indépendance économique reste le socle de la liberté des femmes.

L'ASSOCIATION SRUTI

En langue sanskrite, « sruti » signifie « écoute ». L'association a mis en place dans un village du Nord de l'Inde un programme de formation de couture pour les femmes du village, ainsi qu'un programme d'alphabétisation et d'éducation à la santé. 20 femmes sont formées tous les 6 mois et une fois leur formation terminée, elles ont la possibilité d'avoir une activité rémunératrice en vendant leurs produits à l'association. Ils sont ensuite revendus en France par la branche française de Sruti qui apporte ainsi à la branche indienne un appui technique et financier.



CONTACT SRUTI : srutiassociation@yahoo.fr
11 rue Poirier - 94160 Saint-Mandé

Alexandrine Lambotte Saligari